

SALAIRES MINIMUMS BRUTS AU 1^{er} FEVRIER 2026

Rappel : les salaires ci-dessous ne sont que des minima pour chaque coefficient, au-delà de ces minima, les montants sont libres.

Les nouveaux montants sont en rouge

CATEGORIE 1

FONCTION	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
AGENT D'ENTRETIEN	Coefficient 100	12,05	1 827,62
AGENT/HOTESSE D'ACCUEIL	Coefficient 103	12,10	1 835,21
SOIGNEUR	Coefficient 103	12,10	1 835,21
CAVALIER/SOIGNEUR	Coefficient 106	12,13	1 839,76
ANIMATEUR/SOIGNEUR	Coefficient 109	12,26	1 859,47

CATEGORIE 2

FONCTION	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
SECRETAIRE	Coefficient 111	12,38	1 877,67
GUIDE EQUESTRE	Coefficient 118	12,43	1 885,26
SOIGNEUR RESPONSABLE d'ECURIE	Coefficient 121	12,73	1 930,76
ENSEIGNANT/ANIMATEUR GUIDE-ENSEIGNANT DE TOURISME EQUESTRE	Coefficient 130	13,90	2 108,21

CATEGORIE 3

FONCTION	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
SECRETAIRE-COMPTABLE	Coefficient 150	15,87	2 407,00
ENSEIGNANT	Coefficient 150	15,87	2 407,00

CATEGORIE 4

FONCTION	COEFFICIENT	Calcul de la rémunération	SALAIRE MENSUEL
ENSEIGNANT RESPONSABLE-PEDAGOGIQUE	Coefficient 167	Salaire horaire : 17,66	2 678,49
		Si forfait 218 jours	2 857,94
		Si forfait + délégation de pouvoirs	3 037,45

CATEGORIE 5

FONCTION	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
DIRECTEUR	Coefficient 193	Taux horaire : 20,38	3 091,03
		Si forfait 218 jours	3 501,98
		Si forfait + délégation de pouvoirs	3 912,94

Avantages en Nature

Valeur journalière de la nourriture :

L'évaluation forfaitaire de la nourriture est fixée d'un commun accord, avec au minimum la valeur déterminée selon le barème fiscal en cours.

A compter du 1^{er} janvier 2026, le barème est le suivant :

- Par repas : 5,50 € ;
- Par journée : 11 €.

Pension d'un équidé :

Montant fixé d'un commun accord entre l'employeur et le salarié avec pour minimum :

- soit 50% du prix public HT de la pension ;

- soit, s'il est plus faible, le prix de revient de l'hébergement du cheval pour l'établissement.

Valeur mensuelle du logement :

Montant fixé d'un commun accord avec pour minimum la valeur forfaitaire prévue par l'arrêté du 17 juin 2003 dont les valeurs sont mises à jour chaque année par la MSA. Cette valeur intègre alors les avantages accessoires (eau, électricité,...).

Peut également être fixée sur la base de la valeur locative servant à l'établissement de la taxe d'habitation. Les avantages accessoires doivent alors être évalués d'après leur valeur réelle.